

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1974)**

Heft 274

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 274 30 mai 1974
Onzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1974: 21 francs
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1

Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Pierre Bossy
Jean-Daniel Delley
Claude Droz
Jean-Claude Favez

274

Une leçon d'imagination politique. Face au Conseil fédéral crispé sur les aspects quantitatifs de l'« emprise étrangère », face aux partis traditionnels englués dans leurs divergences internes et condamnés au mutisme par leur participation au gouvernement, face à Schwarzenbach et ses amis paralysés par leur démagogie, face aux groupes d'extrême gauche préoccupés d'abord d'exploiter à leur profit le malaise, la « Communauté de travail pour une nouvelle politique à l'égard des étrangers » vient de donner une leçon d'imagination politique (voir aussi l'annexe de l'éditorial en pages 2 et 3). Sous trois angles qui nous paraissent exemplaires.

L'ouverture. A l'origine du travail de réflexion, l'Action catholique ouvrière. Mais, au long des mois, l'éventail des participants à la consultation s'est ouvert au point que personne aujourd'hui ne peut clamer avoir été la victime d'un ostracisme quelconque: des observateurs sur la réserve aux partisans déclarés de l'urgence d'une nouvelle politique à l'égard des étrangers, de l'Union syndicale suisse aux délégués du Centre social protestant, les divergences étaient évidentes. Et pourtant la réussite tient dans la netteté des propositions: grâce à un dialogue clair et permanent, le projet dépasse heureusement la fluidité trompeuse des compromis traditionnels. Quitte à heurter de front certaines idées reçues sur la stabilisation de la population étrangère: les regroupements familiaux, l'abolition du statut de saisonnier, c'est le prix à payer pour abolir une forme inadmissible d'exploitation des travailleurs étrangers.

Le mouvement. Depuis la première initiative du Parti démocratique du canton de Zurich, et malgré les tentatives successives du Conseil fédéral pour imposer sa loi, la population suisse était devenue, bon gré mal gré, l'otage des xénophobes. Plus, elle s'immobilisait sous la menace. Le pro-

gramme pour « une nouvelle politique à l'égard des étrangers » sort notre réflexion de l'ornière quantitative. Nous voici placés devant nos responsabilités directes de voisins des travailleurs italiens ou espagnols, au lieu de nous contenter de mal assumer les statistiques cernant globalement la population étrangère. Il n'est pas sans signification que ce soit par le lancement d'une initiative que l'on tente une fois de plus de faire échec à l'immobilisme.

La clarté. Il ne suffira plus dorénavant d'agonir Schwarzenbach et ses semblables ! Encore faudrait-il se définir face à ce projet de coexistence avec les travailleurs étrangers dans notre pays. Nul doute que les partis, les autorités politiques et religieuses ne trouvent là l'occasion de dépasser leurs réflexes de peur face aux ultimatums xénophobes. Se vérifiera en tout cas la profondeur des professions de foi égalitaires et démocratiques: de nouveaux clivages politiques pourraient apparaître par là-même.

En ce qui concerne DP, les premières bases posées pour cette nouvelle politique répondent aux vœux largement développés sur le sujet ici depuis des mois. Encore s'agira-t-il maintenant de faire l'inventaire des moyens à mettre en œuvre. Il reste que pour la première fois clairement, une certaine « stabilisation » de la population étrangère est conçue, non comme un but final, mais comme un moyen parmi d'autres de mettre fin à une injustice patente.

Que l'on ne s'y trompe pas pourtant ! Il n'est pas question de porter par ces mesures un coup fatal à la xénophobie. Celle-ci s'alimente à d'autres sources encore que le statut des travailleurs étrangers. On sait que la méfiance à l'égard des immigrants n'est souvent que l'exutoire d'un mécontentement beaucoup plus vaste. L'abcès est loin d'être crevé.